

RENDU EXECUTOIRE LE

- 8 JUIN 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



Envoyé en préfecture le 08/06/2023

Reçu en préfecture le 08/06/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230608-23\_A\_DGAFMN\_022-AR

S<sup>2</sup>LO

**ARRETE N° 2023-A-DGAFMN-022**

en date du

**08 JUIN 2023**

portant délégation de fonctions et de signature  
à Monsieur Gilbert BEAUJANEAU  
Vice-Président du Conseil Départemental,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.3221-3, L.3221-11 et L.3221-13,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2022-A-DGAFMN-057 du 26 juillet 2022 portant délégation de fonctions à Monsieur Gilbert BEAUJANEAU, Vice-Président du Conseil Départemental,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :**

Délégation de fonctions et de signature est accordée à Monsieur Gilbert BEAUJANEAU, Vice-Président du Conseil Départemental, Président de la Commission des Routes et des Mobilités, en cas d'absence du Président du Conseil Départemental, pour l'ensemble des actes concernant ce secteur, à l'exception :

- des délibérations du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente,
- de tous actes et documents concernant l'Association Voie rapide 147-149, l'association SOLIHA Vienne

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

Il abroge l'arrêté N° 2022-A-DGAFMN-057 en date du 26 juillet 2022 portant délégation de fonctions à Monsieur Gilbert BEAUJANEAU, Vice-Président du Conseil Départemental.

**ARTICLE 3 :**

Le Président du Conseil Départemental est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr), transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et notifié à l'intéressé.

**ARTICLE 4 :**

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à Poitiers, le

**08 JUIN 2023**

Le Président du Conseil Départemental,



**Alain PICHON**